

*Article 31 du Règlement*

Je voudrais que les autorités de l'hôpital et du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest sachent que les autres hôpitaux et cliniques du pays ont toujours recours à l'anesthésie locale ou générale pour faire ce genre d'intervention. Ne pas recourir à l'anesthésie pour cette douloureuse intervention tient tout simplement de la mauvaise pratique médicale et cela doit être condamné.

\* \* \*

[Français]

**LES ENFANTS VICTIMES DE LA PAUVRETÉ**

**M. Allan Koury (Hochelaga—Maisonneuve):** Monsieur le Président, la récession se fait sentir chez beaucoup de familles canadiennes et le nombre d'enfants qui vivent dans la pauvreté reste inacceptable pour le gouvernement fédéral.

Le gouvernement fédéral utilise les ressources dont il dispose pour atteindre les personnes les plus défavorisées. En plus de soutenir les services de garde d'enfants dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement a introduit une prestation pour enfants qui leur apporte beaucoup plus de ressources et qui a pour but d'améliorer la situation des familles qui travaillent et qui ne gagnent qu'un faible revenu. Les ressources seront augmentées pour adresser les besoins des enfants vulnérables.

\* \* \*

[Traduction]

**LES PÊCHES**

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, si des mesures ne sont pas prises très rapidement, la saison de pêche qui vient connaîtra une guerre du saumon qui prendra des proportions dangereuses sur la côte ouest.

Les États-Unis ont avisé notre ambassadeur à Washington qu'ils violeront dorénavant le Traité concernant le saumon. L'année dernière, les Américains ont dépassé de 510 000 spécimens leur quota de saumon sockeye se dirigeant vers le fleuve Fraser et ils ont l'intention de recommencer cette année.

Les pêcheurs de Colombie-Britannique se verront ainsi forcés de se rattraper en pêchant sur la côte ouest de l'île de Vancouver, le saumon coho et chinook à destination des États-Unis, et ce, à une époque où les stocks sont déjà menacés par la surpêche américaine. Comme dans toute autre guerre, la violation qui aura servi d'élément déclencheur sera oubliée dès que la Californie, l'Oregon et l'État de Washington protesteront contre le

fait que le Canada pêche le saumon se déplaçant vers les États-Unis.

Il s'agit d'un enjeu essentiellement politique. On a permis aux Américains de voler nos stocks transfrontaliers, malgré le traité. Ils se proposent maintenant de venir piller le Fraser. Il vaudrait mieux faire cesser cette guerre maintenant, pendant qu'on peut encore pêcher ces espèces sur la côte ouest de l'Amérique du Nord et qu'on a un traité qui vaut bien le papier sur lequel il est écrit.

\* \* \*

**LES PÊCHES**

**L'hon. William Rompkey (Labrador):** Monsieur le Président, nous nous unissons tous pour applaudir les pêcheurs de Terre-Neuve et du Labrador qui, à bord de leurs bateaux, ont manifesté hier au nom du Canada.

Le ministre des Pêches et des Océans a déclaré qu'il aimerait assumer ses responsabilités et revendiquer notre compétence sur le Nez et la Queue des Grands Bancs. Je lui demande maintenant de le faire. Qu'il assume ses responsabilités et son autorité sur le Nez et la Queue des Grands Bancs!

Ce n'est pas tout de gérer les stocks de poisson. Une fois que ce sera fait, je lui demanderai d'allouer les quotas d'une façon équitable parce qu'on persiste à refuser aux deux coopératives de la côte du Labrador des quotas en haute mer alors que ces pêcheurs vivent à proximité de ces ressources dont ils dépendent depuis toujours.

On doit introduire une certaine justice dans le système pour les pêcheurs du Labrador.

\* \* \*

**BOSNIE-HERZÉGOVINE**

**M. Alex Kindy (Calgary-Nord-Est):** Monsieur le Président, la situation en Bosnie-Herzégovine ne cesse de se détériorer. Les Serbes tentent d'intimider les minorités ethniques, particulièrement les Ukrainiens, aux abords de la région de Prnjavor.

Le révérend P. Ovad de l'Église catholique ukrainienne, en Bosnie-Herzégovine, a indiqué que des milliers de personnes faisant partie des groupes minoritaires ont dû quitter leurs propriétés sous la menace des armes et subissent des actes de violence physique tels que viols, coups, mutilations, assassinats et travail forcé.

Ces violations des droits de la personne sont perpétrées avec la bénédiction du gouvernement serbe à Belgrade et de l'armée yougoslave, qui cherchent à donner ces territoires aux Serbes afin de créer une grande Serbie.